

Le débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (16 07 18)

Le débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) pour les périodes 2018/2023 et 2024/2028 s'est ouvert le 19 mars. Ce débat qui découle de la Loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte (LTECV) est destiné à aider le gouvernement à établir par décret en fin d'année la programmation pluriannuelle et à engager l'avenir de notre pays dans le domaine énergétique. La partie publique de ce débat s'est achevée le 30 juin. Curieusement ce débat ne découle pas de l'Accord de Paris sur le climat et n'y fait pas même référence.

Dès son lancement le débat s'est ouvert de façon surprenante puisque d'emblée l'accent a été mis sur le mix électrique, comme si celui-ci conditionnait l'atteinte des objectifs du pays sur la réduction des émissions de CO₂ alors que tous ceux qui s'intéressent à ces questions savent que l'électricité n'est responsable que de 6% de ces émissions car le mix est décarboné à environ 95% et qu'il le sera encore plus avec l'arrêt des centrales fossiles d'ici 2022.

On va, une fois de plus, encore débattre d'électricité alors que c'est d'énergie qu'il faut débattre. Les objectifs sont ailleurs : transports, bâtiments, chauffage, ... qu'attend-on pour les cibler ? Du reste une étude du cabinet de conseil Carbone 4 qui fait autorité dans ce domaine soulignait que *le paysage énergétique reconstitué à partir des objectifs de la politique énergétique actuels conduit à une trop lente décarbonation du mix énergétique car ce sont surtout les substitutions entre énergies décarbonées (renouvelables et nucléaire) qui ont lieu et non le remplacement des énergies fossiles.*

Le ministre d'Etat semblant corroborer ce point de vue a précisé qu'il ne souhaitait pas que le débat se focalise sur la question du nucléaire et pourtant le Dossier du Maître d'Ouvrage rédigé par ses services montre que ce point est tout à fait central.

Le ministre a aussi fait une curieuse déclaration sur France Inter, le 13 mars : *j'aimerais que la PPE ne soit pas un débat confisqué par les experts, que les Français se l'approprient et le coconstruisent.* Est-ce une manière de dire que les experts ressassent toujours les mêmes idées fixes au point de lasser le gouvernement ? Tandis que du fait de son ignorance le public, qui connaît peu et souvent mal ces sujets compliqués, est digne d'intérêt et ouvert à toutes les carabistouilles qui vont pouvoir lui être racontées tout au long du débat ? Venant après une soixantaine de réunions institutionnelles à travers la France, le point d'orgue du débat public fut la réunion, encadrée comme les autres de main de maître, le 4 juin d'un panel de 400 citoyens devant s'exprimer sur les grandes options de la période de façon à permettre de valider les options de l'administration, le ministre se chargeant lui-même de tirer les conclusions du débat dans un communiqué intitulé *les citoyens montrent aux politiques le chemin à prendre pour la PPE...observant qu'il est frappant de noter que les citoyens souhaitent très majoritairement réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité le plus rapidement possible.*

En grand animateur télé qu'il fut le ministre n'a en fait guère cessé de se rappeler à l'attention du public, alternant :

- attaques contre EDF (qu'il convient de découper en deux entités : énergies du passé et énergies d'avenir), contre le nucléaire (qui nous emmène dans une dérive ou encore *on voit bien que le coût de l'énergie fabriquée avec du nucléaire ne cesse de monter parce que nous*



n'avons pas nécessairement provisionné un certain nombre de choses, en même temps que le coût des énergies renouvelables est en train de dégringoler et bien sûr l'urgence qu'il y a à disposer d'un calendrier de mise à l'arrêt des 15 à 20 premiers réacteurs ; et

- *prônes élogieux des énergies renouvelables (la montée en puissance des énergies renouvelables est devenue irréversible et va s'accélérer).*

Presqu'au même moment le ministre de l'économie soulignait que le nucléaire est essentiel à long terme pour la France, sans aucun doute...il faut pouvoir accélérer dans les renouvelables sans affaiblir la filière nucléaire. Dans un passé pas si récent on aurait parlé de couac gouvernemental, en l'occurrence, ici RIEN.

Comme d'habitude il n'est guère question d'argent, pourquoi gâter le plaisir du bon peuple qui a longtemps aimé le nucléaire mais n'aime pas – on peut le comprendre – les coûts de démantèlement qui vont surgir avec la mise à l'arrêt progressive du parc ? Personne il est vrai ne lui a jamais dit que les consommateurs avaient payé ces dépenses à l'avance. Pourquoi gâter le plaisir de gens à qui on fait aimer jour après jour les énergies renouvelables dont les coûts ne cessent de baisser mais qu'il faut continuer de subventionner et dont on nous cache le coût complet réel ? Pourquoi un tel mépris pour l'économie, l'Etat et les citoyens ont-ils les moyens de la gabegie qui se développe à leurs dépens pour le bénéfice de quelques puissants lobbys ?

On ne parle pas non plus de sécurité du réseau et encore moins de risque de blackout pourtant plus probable chaque année puisque la puissance pilotable baisse et baissera avec la fermeture des centrales à charbon, compter sur les importations comme le fait RTE est un rêve irresponsable !...et encore moins du nécessaire lancement de la construction de nouveaux réacteurs.

Un tel lancement va cependant devenir urgent ne serait-ce que pour maintenir la part de nucléaire dans le mix à 50% comme fixé dans la loi de transition en vigueur si Nicolas Hulot parvient, comme il le souhaite, à accélérer la mise à l'arrêt des réacteurs les plus anciens et la montée en puissance des renouvelables...sauf bien entendu si la durée de construction de nouveaux réacteurs venait soudain diminuer de façon spectaculaire. Soyons sérieux un instant : il est nécessaire de se préparer à un renouvellement au moins partiel du parc de réacteurs à partir de 2030. Ceci passe par le lancement très prochain des premières réalisations compte-tenu des délais administratifs et de construction.

Les experts qui se sont exprimés sur le site du débat sont très nombreux à avoir manifesté leur intérêt pour le nucléaire et leurs doutes sur la capacité des renouvelables à remplir sans décevoir les performances que beaucoup en attendent. Ces avis seront-ils pris en compte par l'administration quand le ministère de la transition écologique rendra publique la version 1 de la PPE ? Il est permis d'en douter au vu du déroulé de la réunion de clôture du débat public PPE tenue le 29 juin 2018.

Il y aurait eu beaucoup d'autres choses à évoquer sur le site du débat qui n'ont été qu'effleurées :

- L'engouement pour le véhicule électrique sans s'être assuré de son vrai bilan carbone et de la durabilité de cette solution ;
- La condamnation du diesel, maintenant devenu propre, sans avoir cherché à faire un bilan honnête lui reconnaissant au moins son avantage CO₂ sur l'essence ;

- Le silence sur la mise en concurrence de l'hydraulique qui va consister à confier la gestion de l'eau dans une partie importante de notre territoire à des électriciens intéressés par le seul profit fait sur une électricité à bon compte ;
- L'utilisation des renouvelables pour des usages thermiques sans mise de l'électricité sur le réseau ou sans production d'électricité (solaire thermique, pompes à chaleur, géothermie, biomasse...) ; sans oublier
- La mise en place d'une vraie gouvernance sur ces questions au sein du gouvernement alors qu'elles sont appropriées par un seul ministère.

L'obsession de l'administration sur le nucléaire et les renouvelables n'a pas permis toutes ces réflexions. C'est fâcheux car nucléaire, photovoltaïque et éolien ne produisent que de l'électricité qui est, comme dit plus haut, quasiment hors sujet de notre transition énergétique avec sa part de 6% seulement de nos émissions de CO₂. Les passions décident aujourd'hui des orientations politiques lourdes alors qu'il y a 50 ans, et encore 20 ans, la raison scientifique, les réalités objectives et l'intérêt général prévalaient : voilà pourquoi aujourd'hui l'objectif de la protection du climat n'est pas vraiment prioritaire et encore moins l'utilisation optimale des ressources financières.

Bernard Lenail